Préfecture contre hôtel de ville ? La création du centre-ville de Bobigny, 1965-1980

Prefecture versus town hall, the creation of a city centre for Bobigny, 1965-1980

Vanessa Fernandez, Évelyne Van Damme et Hélène Caroux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/16014>

DOI : 10.4000/insitu.16014

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Vanessa Fernandez, Évelyne Van Damme et Hélène Caroux, « Préfecture contre hôtel de ville ? La création du centre-ville de Bobigny, 1965-1980 », *In Situ* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 22 mai 2018, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/16014> ; DOI : 10.4000/insitu.16014

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Préfecture contre hôtel de ville ? La création du centre-ville de Bobigny, 1965-1980

Préfecture versus town hall, the creation of a city centre for Bobigny, 1965-1980

Vanessa Fernandez, Évelyne Van Damme et Hélène Caroux

Introduction

Figure 1

La préfecture et le centre administratif, M. Folliasson et J. Binoux architectes, 1967-1971. Dans *Techniques et architecture*, n° 6, avril 1972, plaquette « Bobigny préfecture arrondissement et canton de la Seine-Saint-Denis », 1975 (AC Bobigny, Per 77).

- 1 La création du département de Seine-Saint-Denis, décidée en 1964, implique la construction d'une nouvelle préfecture à Bobigny (**fig. 1**). Cette décision va contribuer à

la transformation radicale de cette commune de 37 000 habitants dont le tissu pavillonnaire et les terrains maraîchers avaient tout juste été remodelés par la construction de plusieurs milliers de logements sociaux. Le projet de nouvel hôtel de ville et de réaménagement du centre-ville par la création d'un centre commercial et d'un quartier sur dalle que la municipalité élabore au début des années 1960 (avec les architectes Raymond Lopez et Michel Holley) est d'abord contrarié par l'obligation d'accueillir les services de l'État, avant de s'en trouver fortifié. Une opposition symbolique entre les pouvoirs de la municipalité (communiste) et de l'État (gaulliste) s'affirme à travers la construction d'édifices emblématiques comme l'hôtel de ville (Marius Depont, architecte, 1969-1974) et la préfecture accompagnée de ses annexes (Michel Folliasson et Jacques Binoux architectes, 1967-1971). De nouveaux équipements comme la bourse départementale du travail (Oscar Niemeyer architecte, 1974-1978, inscrit ISMH depuis 2007), les archives départementales de Seine-Saint-Denis (Bernard Feypell et Edward Zoltowski architectes, 1981-1983) ou le palais de justice (ETRA Architecture, Robert Bernard-Simonet, 1979-1987) viendront compléter ces transformations urbaines et définitivement inscrire cette ville comme le chef-lieu du département.

- 2 À l'aube d'un important projet de renouvellement urbain qui vise à redessiner le centre-ville¹, nous avons mené avec les étudiants-architectes du diplôme de spécialisation et approfondissement (DSA) Architecture et Patrimoine du xx^e siècle de l'ENSA de Paris-Belleville un vaste repérage du patrimoine architectural, urbain et paysager de la commune². Cet exercice, encadré et soutenu par les services du Patrimoine de la Ville de Bobigny et du département de la Seine-Saint-Denis, a permis de mettre l'accent sur les particularités et la richesse du projet urbain et de ses constructions, souvent mal comprises par les habitants et les élus. Plusieurs études et publications portent sur l'histoire politique de la ville dans la période de l'entre-deux-guerres³, sur la naissance du département⁴ ou sur les lenteurs administratives qui ont entravé la création du centre-ville⁵. D'un point de vue architectural et urbain, quelques travaux s'intéressent aux quartiers d'habitation sur dalle du centre-ville⁶, à l'histoire et à l'évolution des quartiers de logements sociaux⁷ ainsi qu'à celle des groupes scolaires⁸ ou des œuvres d'art dans l'espace public⁹. En revanche, aucune étude publiée ne traite de la création des édifices départementaux¹⁰ et municipaux.
- 3 Grâce à des dépouillements effectués dans les archives communales¹¹ et départementales¹² et en nous appuyant sur quelques sources imprimées, nous aimerions apporter un éclairage sur cette histoire et en particulier sur la relation entre les deux principaux équipements publics, l'hôtel de ville et la préfecture, et leurs aménagements urbains qui reflètent deux conceptions opposées de l'urbanisme. De quelle façon la ville de Bobigny a-t-elle relevé le défi d'accueillir deux édifices majeurs structurant deux quartiers ? Comment les difficultés budgétaires et le retour au principe de réalité ont-ils mis fin au projet d'une utopie, celle de l'urbanisme de dalle ? Comment s'est traduite la rivalité entre les pouvoirs de la ville et de l'État ? (fig. 2)

Figure 2

L'hôtel de ville, M. Depont architecte, 1969-1974. Dans *Techniques et architecture*, n° 6, avril 1972, plaquette « Bobigny préfecture arrondissement et canton de la Seine-Saint-Denis », 1975 (AC Bobigny, Per 77).

Les projets urbains de Bobigny

- 4 Au début des années 1960, la municipalité de Bobigny décide de « reprendre en main » l'urbanisation de son territoire et de reconstruire son centre-ville vétuste. Choisie à la fois comme « pôle restructurateur » par le Schéma directeur de la Région parisienne en 1960 et comme chef-lieu du département de la Seine-Saint-Denis en 1964, la ville est confrontée à d'importants enjeux urbains. La disponibilité des terrains, sa proximité avec Paris, sa situation centrale par rapport aux autres communes du tout nouveau département sont des atouts majeurs. En une vingtaine d'années, Bobigny passe de l'échelle d'une modeste ville ouvrière disposant de vastes terrains maraîchers à celle d'une « capitale » départementale ultramoderne, active et attractive. La particularité de son développement urbain tient à la politique volontariste impulsée par le maire communiste Georges Valbon¹³.
- 5 En quoi l'histoire de Bobigny influe-t-elle sur le modèle urbain qui va s'y déployer ? Au XIX^e siècle, Bobigny est un village rural presque entièrement détruit lors des combats de 1870. Pour la période de l'entre-deux-guerres, Tyler Stovall et Annie Fourcaut¹⁴ dressent le portrait d'une municipalité communiste fortement engagée politiquement¹⁵. Elle doit faire face à l'afflux de populations ouvrières qui se massent dans des lotissements, souvent insalubres ou « défectueux »¹⁶. La municipalité doit alors prendre en charge la création de réseaux, de voirie et d'équipements comme les écoles. D'immenses emprises, au sud de la commune, sont encore dédiées à la culture maraîchère. Dans les années 1950, trois grands quartiers de logements sociaux sont construits à Bobigny : la « cité-jardin » de l'Abreuvoir (1 600 logements, Émile Aillaud, 1952-1968, OPHLM de la Seine), la cité du

Pont de pierre (650 logements, Arthur-Georges Héaume et Alexandre Persitz, 1956-1959, OPHLM de la Seine) et la cité de l'Étoile (750 logements, Georges Candilis, Alexis Josic, Shadrach Woods, 1956-1962, Emmaüs). La population de la ville double entre 1954 et 1962, passant de 18 000 à 37 000 habitants environ. Au début des années 1960, le développement anarchique de certaines banlieues ouvrières entourant la capitale est jugé préoccupant. Les pôles « restructurateurs » de la région parisienne sont destinés à accueillir en priorité les grands équipements et les infrastructures de transports. Pour ne pas se laisser imposer des projets par l'État ou la Ville de Paris¹⁷, lutter contre les lotissements désordonnés et surtout contre la spéculation immobilière, la Ville de Bobigny fait le choix d'une maîtrise foncière très solide. Elle se dote d'un office municipal d'HLM (1959) et d'une SEM d'aménagement (SEMARBO en 1963) dont la ville est actionnaire majoritaire. Deux projets majeurs sont décidés : la rénovation du centre-ville (24 ha), votée en 1963 et déclarée d'intérêt public en 1966, et la ZUP des Sablons (entre 60 et 100 ha au centre de la commune), qui sera en grande partie occupée par le centre administratif du département

¹⁸.

- 6 Entre temps, la commune de Bobigny a en effet été désignée par le décret du 25 février 1965 comme le chef-lieu du département. L'équipe municipale accepte ce choix « à condition que la maîtrise de l'aménagement de la ville ne soit pas confiée à des organismes d'État, ou à des organismes incontrôlables, mais à la commune »¹⁹. Elle charge l'architecte Raymond Lopez²⁰ d'établir le plan d'aménagement urbain de la ville. Michel Holley²¹ est nommé architecte en chef de la ZUP lorsque Lopez décède, en 1966. Il est secondé par les architectes Serge Lana et Claude Le Goas²², assistants à maîtrise d'ouvrage urbaine sur le projet de la ZUP des Sablons et maîtres d'œuvre sur les îlots du centre-ville. Marius Depont²³ est nommé architecte de la Ville. D'ambitieux plans d'urbanisme se succèdent au cours des années 1960. L'ancien centre-ville est entièrement détruit, à l'exception de quelques édifices publics (ancienne mairie, bains-douches, ancienne poste, cimetière, église, finalement reconstruite en 1980). À la place, on prévoit un centre-ville cerné de tours regroupant plusieurs milliers de logements sociaux²⁴ qui permettront de fixer une population ouvrière et de rompre avec la pratique antérieure consistant à reléguer ces logements à la périphérie de la ville. En 1964, le projet pour la ZUP des Sablons comprend 6 000 logements, un lycée, un stade, des écoles, une zone industrielle, etc.
- 7 Le choix de Bobigny comme chef-lieu du nouveau département amène à reconsidérer les premiers plans de zonage, sans toutefois les modifier en profondeur. L'enjeu pour la mairie est d'éviter que le centre-ville ne devienne exclusivement administratif, et le projet doit garantir le maintien de l'habitat ouvrier. Bien que dans un premier temps, l'architecte de la préfecture établisse des schémas de structure pour l'ensemble de la ZUP et de la zone de la rénovation urbaine, le rôle de la Ville et de la SEMARBO comme aménageur est confirmé, non sans difficultés administratives. En définitive, l'implantation de logements autour de la RN 186, future autoroute A 86, devra être modifiée selon l'avis du préfet de région qui invoque le bruit causé par l'infrastructure (fig. 3).

Figure 3

Plan du centre-ville actuel de Bobigny avec légendes.

L'intégration de la préfecture et du centre administratif du département de la Seine-Saint-Denis dans l'aménagement du centre-ville

- 8 Les choix d'aménagement du centre-ville sont radicaux et en faveur d'une ville moderne. Des rues piétonnes, séparées des voitures et implantées à 5 m de haut, relient les différents quartiers d'habitation sur dalle (comprenant trois niveaux de parking) et les principaux points d'attraction : le nouvel hôtel de ville, la préfecture et la cité administrative – trésorerie générale, services ministériels – reliés par le centre commercial. La séquence entre ces trois édifices s'effectue le long d'une promenade haute qui suit un axe est-ouest. Le premier plan d'aménagement de la préfecture de 1965 montre un projet ambitieux qui s'étend sur une dizaine d'hectares. Il comprend la préfecture, en forme de pyramide à gradins, un centre administratif, immeuble en L de 11 étages, la trésorerie générale qui borde la promenade haute, les archives départementales, bâtiment « enterré » sous une place. La perspective se conclut par le palais de justice, marqué par une pyramide tronquée et bordée par l'hôtel de police. Enfin, situé face à la préfecture, le centre culturel arbore quant à lui la figure d'une pyramide inversée²⁵. Fait étonnant pour un quartier pensé entièrement sur dalle, la préfecture et son esplanade sont posées au sol. Son importance visuelle depuis l'espace public en est ainsi diminuée. En revanche, l'immeuble administratif, de par sa hauteur, rivalise avec les tours d'habitation qui bordent le site.

L'esprit de la réforme administrative et le caractère de service public de cet ensemble ont tout naturellement conduit l'auteur du projet à rechercher au maximum l'intégration du programme dans le centre urbain projeté. Une composition lie donc les différents éléments du centre urbain, hôtel de ville, centre commercial, centre culturel, palais de justice, préfecture, cité administrative, immeubles de bureaux, parc d'agrément, station de métro, gare routière, parkings, etc.²⁶

9 (fig. 4)

Figure 4

Projet du centre-ville (rénovation urbaine + ZUP des Sablons). Michel Holley, mars 1966. Dans HOLLEY, M. *Urbanisme vertical et autres souvenirs*. Paris : Somogy, 2012.

- 10 Ce premier plan va connaître plusieurs versions. En 1967, le programme, pourtant soigneusement étudié, est réduit pour des raisons budgétaires²⁷. Il ne comprend plus que trois bâtiments : le bâtiment de la préfecture, la trésorerie et le centre administratif dont seule la branche nord-sud est maintenue sur 6 étages pour accueillir certains services ministériels déconcentrés (action sanitaire, équipement, etc.). Le reste de la composition disparaît au profit d'un vaste parking, qui comprendra jusqu'à 750 places, et du quartier Hector-Berlioz, situé à l'est. La promenade haute est supprimée²⁸ : symptôme d'une rupture entre les deux projets ?
- 11 Le projet d'hôtel de ville et de ses aménagements est également profondément remanié par rapport aux premières intentions de Michel Holley. Le nouveau centre-ville s'organise autour de deux dalles qui donnent accès à l'hôtel de ville et au centre commercial. Des bouquets de tours comprenant 1 000 logements chacun, des commerces et des équipements y sont reliés par des passerelles. Mais suite aux difficultés économiques rencontrées dans les années 1974-1976, la dalle du quartier Karl-Marx demeure sans liaison directe avec celle de l'hôtel de ville. La dalle s'interrompt au droit de la préfecture et finalement, ne permet pas le franchissement de l'autoroute. Les quartiers édifiés à la fin des années 1970 et dans les années 1980 retrouvent progressivement le niveau du sol naturel²⁹.

La préfecture, la trésorerie générale et la cité administrative

- 12 En dépit de l'opposition politique de la mairie et du gouvernement, il semble que l'insertion de la préfecture dans le projet de ville se soit effectuée harmonieusement. Le maire, Georges Valbon, accepte l'installation des administrations à condition que l'État lui donne les moyens d'aménager la ville comme chef-lieu du département. En 1966, le démarrage du chantier de la préfecture prend du retard en raison des difficultés d'acquisition des terrains.

Une quarantaine de parcelles, une trentaine de propriétaires et un chef-lieu « rouge » compliquent les acquisitions. Les négociations ont abouti à un accord à l'amiable avec l'aide du maire communiste G. Valbon, également vice-président du conseil général, favorable à une réforme de la région parisienne même s'il critique la manière dont elle a été opérée. « Nous avons accepté l'installation de la préfecture à Bobigny parce qu'il faut bien que l'administration se mette en place. Surtout, nous désirons que le conseil général puisse fonctionner le plus rapidement

possible. L'assemblée départementale exercera pleinement ses pouvoirs si l'essentiel des services départementaux est mis en place »³⁰.

- 13 En raison de la nature même du terrain, problème que rencontrent également les nouvelles préfectures des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne, des fondations spéciales à 12 mètres sont réalisées. De leur côté, les architectes Binoux et Folliasson³¹ se félicitent de la situation urbaine de la préfecture et de son insertion dans le projet urbain mené par M. Holley.
- 14 Placée au centre de la composition urbaine, au carrefour de plusieurs programmes importants, entre une place et un parc d'agrément, la préfecture – inaugurée en 1971 par Georges Pompidou³² – est l'élément le plus représentatif de l'ensemble administratif. Elle se présente sous la forme d'une pyramide dissymétrique d'environ 54 m de base et de 28 m de hauteur. Les architectes imaginent le bâtiment comme une succession de jardins suspendus en gradins du côté du parc, avec des façades verticales sur les deux autres côtés tournés vers la ville. La préfecture et siège de l'hôtel du département ouvrent sur la place, tandis que la salle des séances du conseil général, isolée du hall, donne sur le parc. Le tout est « accessible par le public très directement et pourtant isolé des mouvements de la foule »³³ (fig. 5).

Figure 5

Plan d'aménagement de la cité administrative. Permis de construire, 1967, AD Seine-Saint-Denis, W3650.

© AD Seine-Saint-Denis.

- 15 En ce qui concerne l'expression de la monumentalité de l'édifice, d'après les architectes, elle réside dans la composition générale de l'édifice qui est « centrée sur un hall aux nobles proportions, lieu d'accueil et de distribution. Il conditionne la vie de l'édifice. Le

public y est renseigné et dirigé. Il sert de cadre au développement de l'escalier d'honneur utilisé lors des réceptions. Il peut permettre les expositions temporaires »³⁴.

- 16 Le logement du préfet, du secrétaire général et du directeur de cabinet, ainsi que des appartements et des chambres de service, sont intégrés au bâtiment de bureaux, dans les étages supérieurs. Ces niveaux sont surmontés d'un étage technique et d'une plate-forme pour hélicoptère. Le style architectural adopté est jugé « très éloigné du classique édifice Second Empire, solennel et rébarbatif »³⁵. « Depuis des années, en effet, les pouvoirs publics se contentaient de loger leurs services dans des bâtiments où la médiocrité était réclamée comme étant l'expression de la modestie architecturale et du refus d'une esthétique démagogiquement qualifiée de somptuaire »³⁶. L'architecte Folliasson a travaillé en étroite collaboration avec le préfet à l'élaboration des plans « pour que l'édifice soit le symbole architectural de l'esprit de la réforme définie par le décret du 10 juillet 1964 : rapprocher l'administration des administrés. Les préfectures à l'ancienne mode sont vouées aux réceptions et aux secrets d'État... ».
- 17 Qualifié de « monument babylonien »³⁷, c'est l'ouverture de l'équipement vers l'extérieur qui paraît le détail le plus original. Il n'y a plus de grilles mais à l'arrière, une butte artificielle le protège de la voie de chemin de fer de la grande ceinture. À l'avant, il s'ouvre sur une large place (place Jean-Moulin)³⁸. Autres signes distinctifs qui contribuent à l'expression de la destination importante de l'édifice, l'intégration d'œuvres d'art et d'un mobilier contemporain, suivant les recommandations du ministère des Affaires culturelles. Celui-ci s'inquiète de voir la qualité de la démarche architecturale des nouvelles préfectures appauvrie par un mobilier de bureau trop banal³⁹. Michel Folliasson collabore avec l'architecte d'intérieur nancéien Robert Anxionnat⁴⁰, chargé de l'étude de l'ensemble des travaux de décoration intégrée à l'architecture. Celui-ci dessine et fait réaliser par son entreprise d'ébénisterie familiale une grande partie du mobilier et des équipements fixes intérieurs.
- 18 La modernité se manifeste aussi par les matériaux utilisés : béton choqué de basalte pour les façades⁴¹, béton de pierre de Montardier pour les dallages de la place, vitrage teinté pour filtrer les rayons solaires, stores incorporés pour les façades ensoleillées. Les revêtements intérieurs sont de marbre, de grès étiré ou de terre cuite, le bois naturel est utilisé pour les salles de réception, le formica façon bois pour les bureaux. Les équipements techniques sont également porteurs de l'idée de la modernité : distributeur automatique de courrier, nettoyage pneumatique, système de détection incendie, hauts parleurs sphériques dans le salon d'honneur, candélabres spéciaux de 34 m de haut, aménagement soigné des espaces verts. Le plan d'eau situé entre la colline artificielle et la préfecture est agrémenté par trois sculptures flottantes de Marta Pan⁴².
- 19 Dans l'étude qu'il a consacrée aux préfectures contemporaines, Bertrand Lemoine souligne que tous ces « bâtiments se distinguent par leur monumentalité assez ostentatoire. (...) Les préfectures seront les premiers bâtiments explicitement issus de ce nouveau découpage qui exprime l'action volontariste de l'État dans l'aménagement du territoire »⁴³. Toujours pour B. Lemoine, il faut y voir « une volonté de créer une forme bien identifiable et clairement lisible dans le chaos urbain que l'on anticipe déjà ». À côté du bâtiment de la préfecture, élément le plus représentatif et à la silhouette la plus singulière de l'ensemble réalisé, la cité administrative est implantée à l'est de la place centrale. C'est un édifice de 90 m de long et de 6 étages. Ses panneaux de façade sont conçus avec le même béton choqué de basalte choisi pour son aspect et sa résistance aux assauts du temps. La trésorerie générale referme la composition au nord de la place. Elle

est longue de 70 m et haute de 3 niveaux. Ses longues façades miroirs reflètent la préfecture (**fig. 6, fig. 7**).

Figure 6

Plan masse final de l'aménagement de la préfecture. Dans *Techniques et architecture*, n°6, avril 1972.

Figure 7

Plan du RDC de la préfecture. Détail de la façade avec le système de climatisation. Dans *Techniques et architecture*, n°6, avril 1972.

L'hôtel de ville

- 20 D'après J.-Y. Andrieux⁴⁴, dans les villes nouvelles, les plans de composition classiques cèdent le pas à des « concepts de dynamisme, de combinatoire de prolifération des plans »⁴⁵. Autour des hôtels de ville construits dans les années 1960-1970, on assiste souvent à une réactivation de la monumentalité de l'espace public. Les hôtels de ville sont érigés comme des emblèmes avec des formes très symboliques. Inauguré en 1974, celui de Bobigny ne fait pas exception. Construit sur un socle qui le met en valeur dans la perspective du mail du centre-ville, il se présente sous la forme insolite d'un prisme à base triangulaire. Il est situé en hauteur et dépasse la préfecture qui, elle, semble s'enfoncer dans le sol avec son esplanade en creux. De plus, l'emplacement choisi est symboliquement placé entre la préfecture et la capitale, associée au pouvoir centralisé. Le choix de « cet hôtel de ville, avec ses épaulettes, qui bombe le torse face à Paris »⁴⁶ exprime la volonté expresse d'envoyer un message fort d'opposition à l'État. L'enjeu est également de signifier l'emplacement de la mairie aux passagers qui sortent du métro et qui cherchent à s'orienter.
- 21 L'importance de son piédestal (trois niveaux de parking et locaux divers comme le restaurant ou les archives) et sa façade vitrée habillée de panneaux de béton préfabriqué ajourés forment un motif assez remarquable. Les architectes font le choix « fonctionnaliste » de donner des formes variées aux différents éléments de programme. Le bâtiment principal, triangulaire, accueille les bureaux de l'exécutif et tous les autres

services municipaux. La base de ce bâtiment, de forme rectangulaire, aux niveaux des rez-de-chaussée et 1^{er} étage, abrite l'accueil et les services à la population. Le bâtiment circulaire attenant accueille la salle du conseil municipal et la salle des mariages. Un hall de réception sur deux niveaux reliés par un élégant escalier hélicoïdal dont les marches de bois sont suspendues par des câbles complète l'ensemble. Celui-ci présente une façade-rideau assez banale du côté du parvis, mais les deux salles se singularisent par des ouvertures en écailles dans la façade arrondie du côté du centre commercial.

- 22 L'aspect de l'hôtel de ville contraste avec l'allure solennelle et sombre de la préfecture. Une forme sculpturale se dégage grâce à la forme des claustras et de la ligne incurvée des trois façades. La clarté du béton, que l'on doit aux agrégats de quartz, se détache des murs-rideaux en verre sombre du socle. Mais le motif des panneaux de façade ne suggère pas nécessairement que l'on est en présence de l'édifice représentatif de la ville et des citoyens. Pour pallier ce manque relatif de symboles, des œuvres sont installées sur le parvis, devant l'entrée discrète que rien ne permet d'identifier. L'art urbain est du reste très présent dans la ville ; une sculpture-mémorial est notamment installée sur le parvis de la préfecture. La position du bâtiment est également ambiguë. La façade principale est tournée vers le mail, auquel il est relié par un jeu de rampes et un bassin. Le choix d'avoir placé le niveau de référence environ 8 m au-dessus du sol naturel, où serpentent les dessertes automobiles, pose problème. Par exemple, il faut prendre un escalier en colimaçon pour rejoindre l'arrêt de tramway, alors que la préfecture est directement accessible par les usagers du métro ou de la gare de bus.
- 23 En 2006, la salle des mariages a été entièrement réaménagée par l'artiste Hervé di Rosa. Dans cet espace fonctionnel, il a intégré une œuvre baroque et ludique sur le thème du mariage, de la citoyenneté – quelles que soient les origines – et de la mémoire, en exposant dans des vitrines souvenirs et photos confiées par des Balbyniens.

Conclusion

- 24 Le projet de centre-ville de Bobigny, élaboré autour de la préfecture et de l'hôtel de ville, offre aujourd'hui un visage moins cohérent que celui que l'on avait imaginé dans les années 1960. Les modifications du programme, les choix stratégiques et les opportunités foncières ont mené à une répartition des lieux de pouvoir sur le territoire plutôt qu'un regroupement monumental. Les espaces publics qui les environnent paraissent des fragments de projets distincts les uns des autres, dont l'harmonisation et la mise en relation semble inaboutie.
- 25 On est loin en effet des « retour à l'ordre » décrits par F. Borsi⁴⁷ pour qui le monument, jusqu'à l'entre-deux-guerres, doit exprimer le statut de la société dans son ensemble. L'architecture de représentation passe bien souvent par l'ampleur spatiale, la grande dimension. L'ordre signifie répétition, rythme, équilibre entre les parties. Ces valeurs incarnent un rapport au cérémoniel, au symbolique, au bureaucratique, à l'institutionnel, au collectif, etc.
- 26 D'après Marcel Cornu, les différents édifices du centre-ville sont « bien des monuments de notre modernité. (...) Ils sont tous « monuments » en ce sens qu'ils matérialisent sous une forme nouvelle des institutions dans leur devenir actuel, telles qu'elles ont voulu se montrer. C'est finalement une chance pour le tout jeune Bobigny d'être doté sur un

espace relativement peu étendu d'une collection d'architecture diversifiée et d'avoir trouvé une orchestration monumentale qui, apparemment, s'est composée soi-même »⁴⁸.

- 27 Cette composition va cependant être bouleversée dans les prochaines années avec la démolition du centre commercial ouvert en 1974. Un nouveau quartier viendra le remplacer. Entre la préfecture et l'hôtel de ville, sont prévus 1 400 logements et environ 10 000 m² de bureaux.

NOTES

1. - Le centre commercial, construit en 1974 est situé entre l'hôtel de ville et la préfecture. Il doit être entièrement démoli et remplacé par de nouvelles surfaces commerciales et un ensemble urbain comprenant un millier de logements.
2. - Avec Jean-Bernard Cremnitzer, Vanessa Fernandez a encadré le repérage du patrimoine de Bobigny mené par les étudiants du diplôme de spécialisation et approfondissement (DSA) Architecture et Patrimoine. DSA Architecture et patrimoine. *Bobigny : Identification d'une ville, repérage du patrimoine*, sous la direction de Vanessa Fernandez et Jean-Bernard Cremnitzer, février 2015. Ce travail de repérage s'est inscrit dans le cadre d'une convention entre l'ENSAPB et la Ville de Bobigny.
3. - FOURCAUT, Annie. *Bobigny, banlieue rouge*. Paris : Éditions ouvrières/Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1986 ; STOVALL, Tyler. *The Rise of the Paris red belt*. Berkeley : University of California Press, 1990 ; GUARINO, A.-M. *Le Développement urbain de Bobigny, sa mémoire et son patrimoine*. Mémoire de l'université Paris-XII, sous la direction de Jacques Girault et Jean-Pierre Vallat, 2002.
4. - BELLANGER, Emmanuel. *Naissance d'un département et d'une préfecture dans le « 9-3 »*. Bobigny : Préfecture de Seine-Saint-Denis, 2005.
5. - CORNU, Marcel. *Conversations avec Bobigny*. Paris : Messidor, 1989.
6. - LAMBEC, Barbara. *Learning from Bobigny*. Mémoire-projet de DSA en architecture, mention Architecture et Patrimoine, sous la direction de Vanessa Fernandez, ENSA de Paris-Belleville, 2015. LAPPARENT, Alice. *Naissance d'un centre urbain sur dalle : Bobigny, préfecture de la Seine-Saint-Denis*. Mémoire de master en architecture sous la direction de Jacques Lucan et Éric Lapierre, ENSA de la Ville et des Territoires, Marne-la-Vallée, 2000.
7. - POUVREAU, Benoit. « L'œuvre d'Émile Aillaud en Seine-Saint-Denis ». *Les Points de repères du 93*, n° 45, janvier 2007. KLEIN, Richard (dir.). *La Cité de l'Étoile à Bobigny. Un modèle de logement social : Candilis, Josic, Woods*. Paris : Créaphis, 2014.
8. - PENN, Bénédicte. *Quand l'architecture dessine l'école à Bobigny de 1930 à 2012*. Bobigny : Archives communales de Bobigny, 2012.
9. - BRETON YOCKELL, Fannie. *Art public du xx^e siècle à Bobigny, typologie d'intervention sur le 1 % artistique et l'art urbain*. Mémoire de master en architecture « Patrimoine et projet », sous la direction de Laure Jacquin, ENSAPB, 2016.
10. - Cette question a cependant été étudiée par Hélène Caroux, du service du patrimoine culturel du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, et a notamment donné lieu en 2016 dans le cadre des Journées européennes du Patrimoine à deux promenades urbaines intitulées « Le Département de la Seine-Saint-Denis dans la ville de Bobigny ».

11. - Pour la consultation des archives, nous nous sommes concentrées sur les documents d'urbanisme et les dossiers de plans de permis de construire. Cotes (archives communales de Bobigny) consultées : W 3649, W 3650 et W 4091. Le fonds de la société mixte d'aménagement, SEMARBO, recèle de nombreux documents sur la création du centre-ville.
12. - Cotes (archives départementales de Seine-Saint-Denis) consultées : 7 W16-17, 2092 W9, 2092 W66-103.
13. - Dès le début des années 1960, Georges Valbon (1924-2009) est membre du conseil général de la Seine, président de l'office d'HLM municipal et conseiller municipal. Il est élu maire de Bobigny en 1965 et le reste jusqu'en 1995. Il est élu président du conseil général de Seine-Saint-Denis de 1967 à 1983, date à laquelle il est nommé président des Charbonnages de France par François Mitterrand, charge dont il démissionne quelques mois plus tard. Il redevient président du conseil général de 1985 à 1993.
14. - FOURCAUT, A. *Op. cit.* et STOVAL, T. *Op. cit.*
15. - Bobigny est une ville communiste très engagée comme en témoigne par exemple la création de la première école centrale du Parti communiste en 1924, destinée à former les cadres du parti (voir TARTAKOWSKI, Danielle. « Un instrument de culture politique : Les premières écoles centrales du Parti communiste français ». *Le Mouvement social*, n° 91 ; *Culture et militantisme en France : De la Belle Époque au Front populaire*, avril-juin 1975, p. 79-108.
16. - Une quarantaine de lotissements est créée, principalement au nord de la commune, à la limite avec Drancy. Cette répartition s'explique par l'arrivée d'une ligne de tramway qui va jusqu'à l'Opéra à Paris. Une autre ligne relie Bobigny aux Halles.
17. - La commune de Bobigny a déjà dû accueillir des projets de l'État ou de Paris sur son territoire. Le cimetière parisien de Pantin-Bobigny est inauguré en 1886. Dans les années 1930, la construction à Bobigny de l'hôpital franco-musulman (aujourd'hui hôpital Avicenne) et du cimetière musulman est décrétée par l'État.
18. - Au début des années 1960, Bobigny dispose de 300 ha de terrains libres. Dès 1965, grâce aux outils de l'urbanisme réglementaire et à une maîtrise foncière volontariste, la ville contrôle la spéculation par la préemption et par la création de ZAD : zone maraîchère (zone industrielle de 27 ha sur une ancienne réserve horticole de 75 ha), Jean-Jaurès (entre le centre-ville et le carrefour des 6 routes, maîtrise de la spéculation foncière), canal de l'Ourcq (14 ha, maîtrise des transactions immobilières), plus la réservation de terrains isolés pour les équipements publics figurant au plan d'urbanisme directeur complémentaire, puis au POS).
19. - Georges Valbon, cité dans BELLANGER, E. *Op. cit.*, p. 72.
20. - Raymond Lopez (1904-1966) est architecte et urbaniste. On lui doit quelques réalisations très célèbres comme le siège de la Caisse d'allocations familiales, rue Viala (Paris, 15^e arrt., 1953-1959) et l'immeuble de la Fédération nationale du bâtiment (Paris, rue La Pérouse, 16^e arrt., 1951), réalisé avec Raymond Gravereaux et Jean Prouvé. Favorable au renouvellement urbain, il travaille au plan directeur de Paris. Il est l'urbaniste de nombreux quartiers d'habitation comme celui du Front de Seine.
21. - Michel Holley (1924-) collabore avec Raymond Lopez à partir de 1957. Fervent tenant de l'urbanisme vertical, il est chargé de plusieurs opérations urbaines comme les Olympiades et le secteur de la place d'Italie à Paris dans les années 1970.
22. - Ces architectes, proches du Front National des Architectes (ou FNA, groupe d'architectes ayant participé à la Résistance, dont André Lurçat, Charles Sébillotte, André Croizé et Pierre Villon), ont beaucoup construit pour les municipalités communistes comme Montreuil, Saint-Denis ou Bagnolet. Ils croient à la reconstruction de la « ville sur la ville » (voir l'article de POUVREAU, B. « Quand communisme municipal rimait avec laboratoire urbain (1944-1986) ». Dans BELLANGER, E., MISCHI, Julian (dir.). *Les Territoires du communisme : élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*. Journées d'études organisées les 1^{er} et 2 décembre 2009 à l'université Paris-I. Paris : Armand Colin, 2013.

23. - Marius Depont (1926-2017) s'associe avec Claude Le Goas et Serge Lana, rencontrés sur les bancs de l'École spéciale d'architecture dans les années 1950-1960. Il mène ensuite une activité d'architecte-urbaniste et de sculpteur à Bobigny et Châteauroux.
24. - Quartier Karl-Marx, 1969-1971 : 743 logements répartis en 7 tours de 18 étages (6 logements par étage), OPHLM. Quartier du Chemin vert, 1971-1973 : 1 370 logements, Office municipal HLM et SCI Horizon. Quartier Paul-Éluard, 1971-1973 : 1 181 logements, Office interdépartemental HLM (SCIC, OCIL, LOGIREP). Quartier Hector-Berlioz, 1976-1980 : 420 logements (les hauteurs sont plus variées : entre 8 et 18 étages, et le niveau de la dalle est plus proche de celui des piétons). Quartier Pablo-Picasso, 1983 : 293 logements dans des immeubles de 10 étages maximum. C'est le retour à l'espace public sur le sol naturel.
25. - La forme de la pyramide était déjà présente dans une première étude où la préfecture était entourée de 12 bâtiments satellites carrés plus petits. Ceux-ci avaient une forme de tronc de pyramide, les grandes bases se trouvant soit à la partie inférieure soit à la partie supérieure (séance du 23 juin 1966 du conseil général des Bâtiments de France, AD SSD 2092 W68.)
26. - Notice du permis de construire, 1965 (AC Bobigny, W3649).
27. - Le coût initial est estimé à 45 millions de francs (valeur 1966).
28. - La construction du centre commercial et des entrées du métro rend ce changement de niveau particulièrement problématique. Problème toujours d'actualité.
29. - En dehors des raisons économiques, la remise en question de l'urbanisme de dalle, symbole du modernisme et de la rénovation urbaine des années 1960 n'est pas surprenante dans le contexte intellectuel des années 1980. Le rejet des idéaux du mouvement moderne par une partie des architectes français favorables au « retour à la ville » dans ses caractéristiques traditionnelles (rues, places, îlots, etc.) influence les derniers projets du centre-ville.
30. - ANDRÉANI, M. « À Bobigny, la future préfecture de la Seine-Saint-Denis marquera l'apparition d'une nouvelle architecture administrative ». *Le Monde*, 4 janvier 1967.
31. - Michel Folliasson (1925-2011) est architecte des Bâtiments civils et Palais nationaux. Il est architecte en chef de la ZUP du nouveau Créteil avec Jean Fayeton. Également associé à Jacques Binoux (1925-2002), comme lui issu de l'atelier d'Othello Zavaroni aux Beaux-arts, il réalise plusieurs immeubles de bureaux et de logements à la Défense, ainsi que la tour Pleyel à Saint-Denis avec Bernard Favatier.
32. - L'inauguration a, paraît-il, donné lieu à un échange intéressant entre le Président et l'architecte Michel Folliasson : « Georges Pompidou faisant remarquer à l'architecte "l'austérité à la limite de la tristesse" de son ouvrage, celui-ci rétorqua qu'il s'agissait de l'idée qu'il se faisait du pouvoir ». *Bonjour Bobigny*. Bulletin municipal, nouvelle série, n° 37, décembre 1979, p. 6.
33. - Notice du permis de construire de la préfecture déposé en 1967 (AC Bobigny, W3561, p. 4).
34. - Notice explicative du permis de construire (AC Bobigny, W3561, p. 5).
35. - ANDRÉANI, M. Art. cit.
36. - Rapport général de la commission de l'équipement culturel, V^e plan (citation tirée de MORGAIN, A. « Le grand chambardement des préfectures ». *L'Express*, 7-13 août 1967, p. 37).
37. - « Ce monument babylonien, la future préfecture de Bobigny », *Le Parisien libéré*, 8 septembre 1967. On peut également souligner le jeu de mots possible avec l'adjectif « balbynien », qui désigne les habitants de Bobigny.
38. - Ayant pris ses fonctions à la mairie en 1985, Évelyne Van Damme a eu l'occasion de parler avec Georges Valbon de certains aménagements. Il était intervenu pour que la préfecture de Seine-Saint-Denis ne soit pas « comme les autres ». En général, les préfectures sont entourées de grilles, avec une barrière et un garde qui filtre les voitures. Ici, les véhicules sont cachés en sous-sol. En ce qui concerne l'esplanade, derrière le prétexte « officiel » de la démocratisation des administrations, on peut noter que de nombreux rassemblements et manifestations s'y tinrent. Elle fut même le théâtre de véritables affrontements entre personnels en grève et forces de l'ordre.

39. - Voir la fiche n° 6 : aménagement intérieur des préfectures. La volonté du gouvernement de faire une architecture exemplaire, valorisée par du mobilier digne d'elle. Cette démarche témoigne de la théorie de l'intégration totale des différents éléments esthétiques, très courante dans les édifices administratifs importants construits depuis les années 1950.
40. - Robert Anxionnat (1928-1995) fut également chargé de l'aménagement de la préfecture de Moselle (1973) à Metz.
41. - Aussi appelé procédé « Shockbeton », la technique vient de Hollande. Elle permet de fabriquer des éléments préfabriqués en béton de très haute résistance et de grande précision, grâce au procédé des chocs. Toutes les finitions et couleurs sont possibles (agréats colorés, traitement à l'acide, bouchardage, polissage, etc.). Des réservations pour la structure ou les réseaux peuvent également être pratiquées.
42. - Il s'agit de la première installation en France mais de la troisième réalisation de ce type par cette artiste après la Hollande en 1961 (musée Kröller-Müller d'Otterlo) et le Japon (musée en plein-air de Hakone). AD SSD, 1770W41.
43. - LEMOINE, B. « Les préfectures contemporaines ». *Monuments historiques*, n° 178, décembre 1991 (préfectures), p. 35.
44. - ANDRIEUX, J.-Y. *L'Architecture de la République, les lieux de pouvoir dans l'espace public en France, 1792-1981*. Paris : Scérén-CNDP, coll. « Patrimoine et références », 2009, p. 183.
45. - *Ibid.*, p. 184.
46. - Propos du directeur général des Services de la Ville de Bobigny, rapportés par É. Van Damme.
47. - BORSI, Franco. *L'Ordre monumental, Europe 1929-1939*. Paris : Hazan, 1986.
48. - CORNU, M. *Op. cit.*, p. 108.
-

RÉSUMÉS

Le centre de la ville de Bobigny connaît des transformations radicales entre le milieu des années 1960 et les années 1980. Un important projet de renouvellement urbain dans le quartier ancien et la création d'une ZAC sur des terrains de maraîchage sont portés par une équipe municipale très engagée en faveur d'un urbanisme moderne traduit par des quartiers de tours sur dalles. En 1965, Bobigny est choisi comme chef-lieu du nouveau département de Seine-Saint-Denis. L'implantation dans la ZAC de la cité administrative regroupant les bâtiments de la préfecture et du conseil général, de la trésorerie générale et des services déconcentrés de l'État modifie et contrarie le projet municipal. Mais en dépit de discours très critiques sur le Gouvernement, la municipalité communiste appuie le projet de préfecture sur son territoire. Le changement de statut de Bobigny leur offre en définitive l'opportunité de conforter l'ambition d'une ville capitale du département. Trois ans après la fin du chantier de la préfecture, le nouvel Hôtel de ville sort de terre. Les choix architecturaux prennent presque systématiquement le contrepied de l'architecture de la préfecture et l'érigent en emblème de la commune. Ces deux projets, témoins de l'architecture contemporaine, traduisent deux visions contradictoires de la représentation des lieux de pouvoir dans les années 1960-1970 aussi, entre un communisme municipal triomphant et un gouvernement gaullien désireux de rapprocher l'administration des administrés.

The centre of Bobigny saw radical change between the mid-1960s and the 1980s. A municipal team resolutely committed to modern urbanism—districts of tower blocks on elevated slabs—decided on a major urban renewal plan for the old district and the creation of a ‘ZAC’ (joint development zone) on former gardening plots. But in 1965, Bobigny was chosen as the capital for the newly-created department of Seine-Saint-Denis. The department’s administrative district was then implemented within the municipal ZAC project. It assembles the buildings of the prefecture and of the departmental council, the general treasury and other decentralized State services. This modification to the original plan interfered with the municipal project. But despite extremely critical speeches about the government, the communist municipality supported the project of creating the prefecture on its territory. Bobigny’s new status offered the municipality a chance to consolidate its ambition of becoming the capital city of the department. Three years after the prefecture building was completed, the new town hall was erected. Its architectural choices were in contradiction with the architecture of the prefecture. These two projects, witness of contemporary architecture, thus reflect two competing visions of what places for power should look like in the 1960s-1970s, between triumphant municipal communism and a Gaullist government wishing to bring the administration closer to the citizen.

INDEX

Mots-clés : Préfecture, hôtel de ville, Bobigny, projet urbain, Seine-Saint-Denis

Keywords : Prefecture, town hall, Bobigny, urban project, Seine-Saint-Denis department

AUTEURS

VANESSA FERNANDEZ

Architecte, enseignante-chercheure à l’ENSAPB/IPRAUS vanessa.fernandez@free.fr

ÉVELYNE VAN DAMME

Chef du service Patrimoine historique et mémoriel, Ville de Bobigny evelyne.vandamme@ville-bobigny.fr

HÉLÈNE CAROUX

Historienne de l’architecture, chercheuse au service du patrimoine culturel, conseil départemental de la Seine-Saint-Denis hcaroux@seinesaintdenis.fr